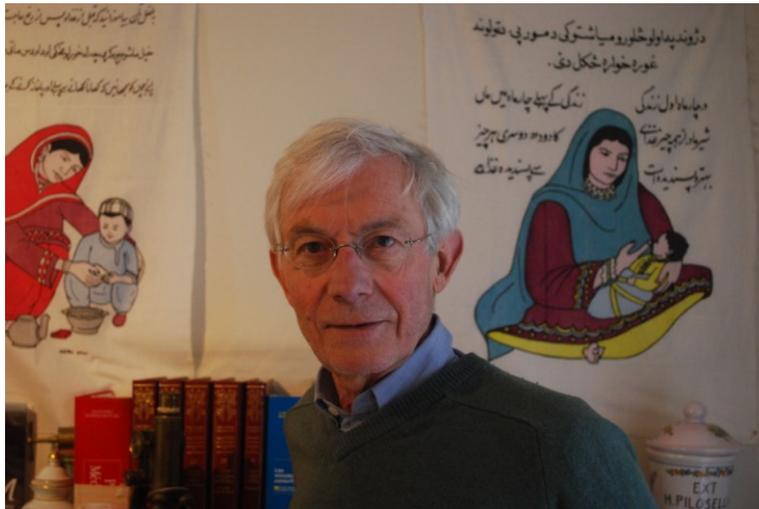


« Donnons de la dignité aux Afghans ! »



Mercredi 17 mars. J'ai rendez-vous avec Guy Caussé à son cabinet médical d'Echirolles, près de Grenoble.

Responsable National des Missions Afghanistan à Médecins du Monde depuis maintenant 25 ans, il est également responsable du collectif d'ONG humanitaires françaises (Action Contre la Faim, MSF, Handicap International, Solidarités...) engagées sur le terrain afghan. Un pays dont on entend beaucoup parler, mais dont on ne comprend finalement... pas grand-chose ! Cours de rattrapage.

Combien d'ONG humanitaires françaises sont présentes en Afghanistan, en particulier dans le cadre du collectif dont vous êtes le responsable ?

On est une vingtaine d'ONG françaises travaillant sur l'Afghanistan. D'ailleurs, quand on parle de l'Afghanistan, on parle en premier des militaires qui, hélas, se font tuer, mais on oublie de dire que la France est engagée dans ce pays depuis 25 ans, de par l'action humanitaire. Une présence humanitaire permanente depuis lors, et personne n'a jamais « lâché ». On a donc une légitimité sur ce pays, une légitimité qui est liée au peuple afghan. Depuis des années, on nous parle d'intérêts géopolitiques, mais je pense que jamais personne n'a donné la parole aux afghans ! La première des choses à faire serait d'entendre leurs voix, qui sont multiples et variées, mais qui n'ont pas beaucoup d'échos, et très peu de monde est capable de porter cette voix. La force de l'humanitaire est justement d'être la « voix des sans-voix ». Si on peut relayer ce que l'on apprend sur le terrain et permettre ainsi une prise de parole, sachant que le peuple afghan a sa légitimité historique, culturelle, politique, cette légitimité politique pourra justement s'incarner, ce que ne permet pas le pouvoir en place actuellement. Il faut savoir que les Afghans ne se reconnaissent pas dans les Taleban, ces derniers voulant donner au pays une marche basée sur l'aspect religieux et intégriste.

Précisons que les « Taleban » sont différents de ce qu'on appelle les « moudjahiddines », mais peut-être pourriez-vous revenir sur ces différences ?

Bien sûr. Pour cela, il faut voir le contexte historique. L'Histoire nous apprend qu'il y a eu des moudjahiddines, venus de différentes ethnies pour libérer un pays de l'opresseur incarné alors par les Soviétiques. Ces moudjahiddines étaient aussi bien des Tadjiks que des Hazaras. C'était une force de libération du pays.

On est alors en pleine Guerre Froide, opposant principalement les Etats-Unis aux Soviétiques par combats interposés.

Exactement. Ils étaient donc là en tant que libérateurs, en tant que résistance, alors que le mouvement Taleban (constitué d'étudiants en religion, qui est la définition du mot « taleb », et qui sont issus d'écoles coraniques appelées « madrasas ») était entré dans le pays pour dire : face à l'inconséquence et à l'irresponsabilité des moudjahiddines, face à ce mouvement de « grand banditisme », nous venons « au nom d'Allah » pour mettre le pays dans le bon sens. La promesse a alors été faite qu'une fois le pays apaisé ou en situation de paix religieuse, les politiques prendraient

alors leurs responsabilités. Le problème est que les talibans sont restés au pouvoir jusqu'au moment où ils en ont été chassés, et pendant ce temps on n'a pas laissé au pouvoir afghan le temps de se remettre en place. Il y en avait un, artificiel, car il en fallait un, un peu comme en Irak. La Communauté Internationale a donc mis Hamid Karzaï au pouvoir afin d'avoir une légitimité sur le pays. Karzaï a été porteur de toutes les espérances au départ, même si c'était un afghan teinté d' « américanisme »...

Sans oublier qu'il a fait un passage en France dans les années 80, notamment par l'école de journalisme de Lille.

Et il a été banquier aux Etats-Unis ! Mais les afghans se sont dit que, peut-être, cet homme aurait leur légitimité. A ce moment-là, il était soutenu par le roi Mohammed Zahir Shah, ce dernier ayant donné son accord pour que Karzaï soit le noble représentant de la nation afghane. Le problème est que l'environnement de Karzaï (déceptions, corruption, criminalité organisée, trafic de drogue...) a fait que les Afghans ne voyaient plus alors en lui un président de l'Afghanistan mais véritablement le Maire de Kaboul ! Cela explique le fait que les Afghans sont toujours dans la même demande, celle d'un pouvoir *réellement* afghan. On est dans une situation où l'on sait que la manipulation internationale aura moins de prise sur l'ensemble du pays et que celui-ci n'a pas encore la capacité politique d'affirmer sa propre prise en charge.

Que peut-il se passer à l'avenir selon vous ?

On a cinq ans pour voir ce qui va se passer, notamment après les élections truquées mais qui étaient finalement un moindre mal. Même si Abdullah Abdullah (n.b. : principal opposant d'Hamid Karzaï aux dernières élections) avait été élu, la politique aurait pratiquement été semblable, même s'il aurait peut-être plus fait en matière de corruption, car Karzaï est lié à tous les chefs tribaux de la grande résistance. Le peuple afghan est donc dans l'attente d'un pouvoir afghan. Que peut-on faire pendant cette période ? Ce qui nous intéresse, nous en tant qu'humanitaires, c'est la plus-value d'une aide à ce peuple. Ce dernier a, je l'ai dit, sa légitimité et cela devrait être l'objectif essentiel. Il faut des valeurs de laïcité : émancipation, promotion sociale, entre autres. Si le peuple sent que cet horizon démocratique est possible, ils pourront alors marcher dans ce sens. Si cela n'est pas possible, ils choisiront la facilité, à savoir tomber dans l'opposition radicale. Notre travail, en tant qu'ONG, est de respecter et de responsabiliser le peuple afghan. Il y a des choses à savoir sur ce pays, des choses dont on ne parle jamais. Le peuple afghan n'est pas inaccessible au progrès !

On a, semble-t-il, souvent l'impression inverse. Mais alors comment se traduit sur le terrain cette notion de progrès ?

L'Afghanistan est un pays difficile, en zone montagneuse. Or, on s'est rendu compte qu'en terme de communication, et c'est important, la téléphonie mobile a pris le dessus sur la téléphonie traditionnelle. Le moindre cocher avec sa charrette dans les rues de Kaboul dispose de son téléphone portable ! Une richesse dans les télécoms, la télévision, des journaux qui ne sont pas partout mais il y en a !

Qu'en est-il de la liberté de la presse ?

Ça commence à venir. Petit à petit, et c'est une très bonne chose. Les télévisions sont relativement libres, malgré que la Cour de Justice fasse très attention à certains programmes. Des choses comme la Star Academy existent à Kaboul ! L'émancipation émerge peu à peu, et la dernière en date, c'est Internet, qui est omniprésent. L'absence de relais de communication a longtemps isolé le pays, et des communautés entières en étaient exclues. C'est une transformation radicale. S'il y a développement de la communication, il y a démocratisation. Ou au moins des échanges de connaissances, etc.

Vous avez parlé de « respect du peuple afghan ». Qu'implique cette notion ?

On ne peut respecter le peuple afghan qu'à partir du moment où on le valorise. Tant qu'on paiera les professeurs d'universités ou les instituteurs entre 50 et 100 dollars par mois, cela s'appelle se moquer du monde ! Il faut prendre les afghans au sérieux et leur donner les moyens de vivre décemment pour pouvoir exercer leurs talents, les payer correctement, sachant que les expatriés sont payés 10 à 20 fois plus que les locaux ! Quelle légitimité veut-on leur laisser quand ils voient que la personne à côté d'eux est valorisée vingt fois plus qu'eux ? Respectons le peuple afghan !

Qu'en est-il de l'aide internationale ?

Il faut gommer les excès de cette aide : des milliards investis pour des experts, des entreprises multiples et variées qui pondent des rapports qui servent plus ou moins à rien... Enlever les marques d'une colonisation protectionniste.

La présence d'ONG occidentales est parfois justement perçue comme une forme de « colonisation ». Comment voyez-vous cela ?

Bien sûr ! Ils ont raison. Mais il y a cette autre forme d'humanitaire dans laquelle nous nous inscrivons, celle de l'accompagnement actif. Quand on sait l'intelligence, la volonté et la fierté des afghans, on peut miser sur l'avenir car se sont des gens qui peuvent très bien se prendre en charge, à condition, j'insiste, de les accompagner et cela vaut dans tous les domaines (éducation, administration, etc.). Donnons de la dignité aux afghans ! Après cela, les choses iront beaucoup mieux. Ne soyons pas, surtout, dans l'exploitation d'un peuple et, même, d'un territoire. Si on continue comme cela, les taliban n'auront plus de prise et pourront « jouer » sur les forces étrangères qui se servent du territoire afghan pour défendre des intérêts liés au capitalisme, à toutes les formes de richesses exploitables, à la drogue. Il faut d'ailleurs combattre cette corruption liée au trafic de drogue, car ce pouvoir-là est très important : le budget de la drogue est supérieur au budget de l'Etat... Il faut que cette production soit légalisée car le monde entier en a besoin. Dans la mesure où les champs de pavot seront sous contrôle, on saura quelle en est la production, que celle-ci est encadré par l'Etat, quelle part pourra être revendue au reste du monde, etc. Cela permettra de « couper l'herbe sous le pied », si j'ose dire, aux corrupteurs qui verront qu'il y a une concurrence avec l'Etat lui-même. Cela constituera aussi une source formidable de revenus : tout ce qui circule dans cette économie parallèle pourra ainsi être récupéré par l'Etat, ce qui est un procédé intelligent.

L'Afghanistan et la Birmanie sont d'ailleurs au coude – à – coude dans le « hit-parade » des pays producteurs de pavot à opium, selon le dernier rapport de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC).

Tant mieux si l'Afghanistan produit du pavot à opium, mais à condition que celui-ci soit bien redistribué.

C'est bien là le problème : veiller à ce que cela ne fasse pas qu'alimenter la corruption et la criminalité organisée...

Qu'il serve au pays et qu'il soit légalisé ! Partout, même en France, on a besoin d'opium, de morphine, d'analgésiques, de sédatifs, etc. Si on relit l'histoire afghane autrement que par le prisme d'intérêts géostratégiques occidentaux, on doit alors prendre le peuple afghan comme point de départ. Ce peuple peut très bien intégrer certaines formes de fonctionnement démocratique. L'argent est distribué au pays mais cela ne profite pas à la population, donc en analysant cela on peut comprendre qu'ils rejoignent les rangs des Taleban... Ces derniers ne sont d'ailleurs pas forcément des « mauvais » afghans ou des ennemis de la démocratie.

Ils sont pourtant souvent perçus comme fondamentalistes, intégristes, et autres suffixes en « iste »...

C'est évident qu'ils vont à l'extrême en affirmant : « les étrangers, dehors car on veut être les maîtres chez nous », sauf qu'on ne leur donne pas les capacités d'être de « bons » maîtres chez eux. A la limite, on pourrait très bien se « servir » d'eux pour assurer la promotion du pays, en les intégrant dans des centres de décision locaux.

Ce qui reviendrait à instaurer le dialogue et négocier avec eux, ce que préconisent certains observateurs et analystes.

Oui, et on aura ainsi une réalité locale mélangée à celle des autres afghans à qui l'on proposera par exemple des programmes de développement, etc. Ils ne pourront pas aller contre ! En leur proposant du développement, on les intègre dans une communauté locale via des salaires fixes. On peut ainsi les combattre non pas physiquement mais par une reconnaissance de la communauté afghane. Il faut prendre le problème dans l'autre sens ! D'une passivité militaire, on passe à un activisme communautaire.

Revenons au niveau international : en ce qui concerne l'aide humanitaire, quel est le budget qui y est consacré ?

L'aide humanitaire représente 1 milliard de dollars par an, alors que l'engagement militaire est de 100 milliards ! On coûte donc 1/10^e de ce que représente tout l'engagement militaire ! Si on donnait 8/10^e de cette somme au peuple afghan, ça permettrait peut-être de faire des choses...

Ce qui nous amène à une question complexe et sensible, à propos de ce qu'on appelle le « militaro-humanitaire ». Quels sont les rapports, les contacts sur le terrain entre les organisations humanitaires et les forces militaires ?

Qui dit militaire dit obligatoirement manipulation politique : le militaire ne peut être que le reflet d'une politique, il en est le bras armé. Les afghans veulent être chez eux, point final ! Par la légitimité humanitaire, donnons-leur justement cette possibilité de vivre chez eux !

Il y a des situations sur l'aspect militaire qui ont suscité des polémiques. En juillet 2008 par exemple : 10 soldats français tués en Afghanistan. Sauf que le même jour, 60 civils afghans ont également été tués, mais presque personne n'en a fait écho. Pour nombre de personnes dans l'opinion publique, la situation est assez floue : combattre des taleban armés et en même temps, en tant que militaire, faire de l'humanitaire, et défendre une population en étant armé. N'est-ce pas un peu ambigu ?

Bien sûr. Il y a plus de civils tués en Afghanistan que de soldats. Il y a environ 1000 soldats tués chaque année sur le terrain, et au moins 2600 civils qui subissent le même « sort ». Les chiffres que je viens de mentionner sont ceux de l'an dernier. Ce qu'il faut comprendre de manière générale, et ce qui est important, c'est que les Afghans ne veulent pas d'un pouvoir taleban. Ils n'en veulent pas, ils veulent vivre en paix mais ont besoin d'aide car c'est un pays très pauvre. Ils pourront ensuite faire leurs choix, sans qu'il y ait une mainmise étrangère sur leur territoire. En gros, c'est jouer de la légitimité afghane vis-à-vis de la légitimité internationale. Notre légitimité ne pourra être entendue et respectée qu'à partir du moment où l'on respectera le peuple afghan.

A propos du peuple afghan dont vous parlez, on remarque dans ce pays une mosaïque d'ethnies, de groupes tribaux : Pachtounes, Hazaras, entre autres. Etant donné cette complexité, pourriez vous nous éclairer afin de mieux comprendre la situation actuelle ?

Ce pays vit dans une instabilité permanente. Il y a des appartenances ethniques, tribales et communautaires, les deux premières (ethnies et tribus) étant d'ailleurs très fortes, notamment en ce qui concerne les 5 principales ethnies : les Pachtounes, les Tadjiks, les Hazaras, les Ouzbeks et les Turkmènes. L'ethnie la plus importante, ce sont les Pachtounes : 60% de la population. Ce sont eux qui représentent la force des Taleban, mais ces derniers ne sont pas du tout reconnus par les autres ethnies. Ils sont situés dans le sud-est du pays, un pays qui est justement le « Pays des Pachtounes » (traduction du nom « Afghanistan »), à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, sauf qu'à l'époque de ce qu'on appelait le « Pachtounistan », ce territoire ne prenait alors pas en compte la frontière actuelle, la Ligne Durand, créée par les Soviétiques et les Britanniques. Avant, c'était une ethnie à part entière, à cheval sur les deux côtés de la frontière. Du côté pakistanais, ce sont les Patans, et du côté afghan les Pachtounes, mais en réalité ils sont cousins et même frères. Dans le cadre des combats, ils sont ensemble et défendent leur ethnie vis-à-vis de toute ingérence étrangère, comme ils l'ont toujours fait à travers l'Histoire. Les Hazaras font de même sur leur territoire, dans le centre du pays, sorte de Massif Central afghan. Ils veulent qu'on respecte leur territoire, et font donc la guerre à tous les étrangers. Néanmoins, tous revendiquent leur identité afghane, et tous en sont très fiers. C'est par le progrès, l'assimilation, le dépassement des conflits antérieurs que les afghans vont pouvoir se réunir. Il faut aussi leur proposer des vrais projets pour qu'ils acceptent de travailler avec nous, sinon, si on ne leur propose rien si ce n'est de la corruption et du profit pour les plus riches, ils basculeront dans l'intégrisme, avec un discours d'identité nationaliste comme le fait chez nous le Front National. Il faudrait un nouveau Plan Marshall pour la population, mais que celle-ci le perçoive dans sa réalité quotidienne : salaires honorables, promotion de la population honorable, priorité à l'éducation, faciliter les bourses, les échanges internationaux... bref, que la Communauté Internationale se mette à leur service ! Mais attention : une fois les moyens donnés, possibilité d'avoir des exigences quant aux résultats. Donner des moyens, ok, mais ensuite les responsabiliser en demandant des résultats : hôpitaux propres, diagnostics bien faits, traitement bien donnés, etc. C'est une exigence qu'on ne peut avoir quand on méprise l'autre.

Donc une relation basée sur la confiance en amont, qui se construit avec le temps ?

Une relation de confiance et de respect mutuel, oui bien sûr ! Montrer les signes d'une volonté réelle qui soit aussi suivie d'effets. On prévoit tel programme avec tel financement, et bilan au bout d'un an ou deux. Les afghans sont des gens sur qui on peut s'appuyer réellement : ils sont volontaires et ont envie de progresser. Mais quand on voit la situation de misère dans laquelle ils vivent... Rien n'a changé depuis 2002. Rien ! Je suis un humanitaire, mais j'ai honte. J'ai honte de ce qu'on donne chaque mois à tous les gens qui travaillent avec nous, sur place. On leur donne 150 dollars par moi... J'ai honte ! Commençons par ça. Le plus fort, c'est que même à ce prix-là, ils peuvent être très compétents et sérieux. Ils ont du mérite.

Pour en revenir à un point de vue géopolitique, pouvez-vous nous en dire plus sur la situation avec les pays voisins, notamment l'Iran dont on entend beaucoup parler ces derniers temps ?

Pour l'Iran, il faut que les Afghans ne soient pas un voisin gênant. Ce n'est pas le cas pour l'instant. Les Iraniens sont protecteurs de la population Hazara (chiite), mais il n'y a pas de pression occidentale actuellement sur la frontière irano-afghane. L'Afghanistan est le seul pays au monde entouré par 5 puissances nucléaires, il est donc très important pour les Etats-Unis d'avoir un pied sur le terrain afghan vis-à-vis de ces risques potentiels nucléaires. Ils tiennent à être là, en vigilance. Du côté occidental donc, l'Iran est vu avec sa puissance nucléaire. Du côté afghan, les américains y disposent d'une base arrière de contrôle. En ce qui concerne le Pakistan, c'est l'éternel double-jeu des pakistanais : entre l'ISI (Inter-Services Intelligence, Services secrets pakistanais) qui soutient les Taleban, et la politique du gouvernement pakistanais qui affirme qu'il faut combattre ces mêmes Taleban. Cela est lié au fait que c'est un pays totalement enclavé, coincé entre l'Inde et le Cachemire. La porte de sortie n'est donc que l'Afghanistan. Ils doivent ainsi être toujours un facteur de déstabilisation afin d'éviter qu'un pouvoir afghan pro-indien ne les isole davantage, c'est-à-dire qu'ils doivent toujours être dans un jeu de déstabilisation relative pour permettre aux pakistanais de disposer d'une porte de sortie à travers ce pays. Pour résumer : combattre dans les « zones tribales » (à la frontière entre Afghanistan et Pakistan) les principales tribus qui permettraient aux taleban pakistanais intervenant en Afghanistan d'avoir des bases de repli sur le Pakistan, et en même temps les « tabasser » un peu tout en sachant très bien qu'on laisse des voies d'entrée et de sortie... A l'avenir, on verra qu'Al Qaïda n'a plus beaucoup d'influence. C'est d'ailleurs ce que disent de nombreux observateurs, puisque Al Qaïda s'est déplacé au Yémen.

Puisque vous évoquez le Yémen, il y a eu justement cette conférence internationale à Londres sur l'Afghanistan et le Yémen. Il y a eu peu d'échos de cette réunion. Savez-vous quelles décisions ont été prises ?

Il a simplement été décidé d'un accroissement de l'aide, mais ce sont des promesses de dons, donc on ne sait jamais très bien par quel montant cela va se concrétiser. La phrase habituelle est : « on s'est trompés, ce n'est pas par l'aspect militaire qu'on va y arriver mais par le soutien aux populations en développant le militaro-humanitaire », ce qui est très dévastateur pour un peuple car on insécure la situation. C'est précisément le mauvais choix français. C'est comme cela qu'on déstabilise une population locale pour qu'elle adhère à un projet mené par des puissances extérieures, alors qu'à l'autre bout se trouvent les Taleban qui, eux, disent qu'ils sont là pour défendre le pays, le peuple. La population sera ainsi « vendue » : quand les Taleban sauront qu'une famille collabore, c'est une famille à qui l'on fera prendre des risques, qui va donc être obligée de se déplacer... Actuellement, on a 120 familles de la Kapissa, une province à l'est du pays, qui se sont déplacées à Kaboul, et c'est l'ONG française Action Contre la Faim qui les prend en charge. L'armée pratique sa formule qui déstabilise une famille, celle-ci doit donc se déplacer et c'est une autre ONG française qui doit aller les soigner à Kaboul ! On est dans l'erreur la plus totale ! Laissons les humanitaires faire leur boulot dans le cadre de leur neutralité et de leur impartialité, mais n'allons pas mettre des militaires au service d'un pouvoir et qui vont forcément déstabiliser la population locale ! C'est une erreur monumentale et on ne cesse de le dénoncer !

Cela s'inscrit dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », qui entre dans la politique instaurée par George W. Bush au lendemain des attaques du 11 septembre.

Mais que veut-on gagner avec cela ? On ne gagne rien ! On risque de perdre des hommes, et l'action est fautive. On est dans une contre-vérité ! Depuis 4 mois, des opérations militaires sont montées, mais des opérations qui coûtent la « peau des fesses » pour un résultat invraisemblable ! D'autant qu'ils ne veulent pas tuer tous les Taleban car cela ferait trop de mal aux populations, donc ils les laissent filer au sommet des cols.. Pour résumer : on fait la guerre, on fait attention de ne pas trop en tuer tout en tuant quelques-uns quand même...et à un prix colossal ! Les avions, les drones, les engins militarisés... C'est invraisemblable !

Vous m'avez dit avoir pu survoler, à bord d'un avion de la Croix-Rouge, la base américaine de Kandahar. Quelques mots sur cette base militaire ?

Les forces militaires sont colossales. C'est une ville immense à côté de Kandahar ! La logistique américaine qui est en cours coûte un argent colossal ! Et pour quel résultat ?

Propos recueillis par Jérôme Diaz, Reporter indépendant et photographe,
Membre de l'association Explorer Humanity